

Le soutien inconditionnel à la politique d'Israël, instrument de normalisation du RN

Par Corentin Lesueur

Au nom de la vision gaulliste des relations internationales qu'elle revendique, Marine Le Pen maintient que « *la France n'a jamais à se positionner en soutien inconditionnel de quiconque* ». « *Jamais.* » Mais, si la cheffe de file de l'extrême droite française ne dévie pas de sa neutralité dans la guerre opposant depuis plus de deux ans la Russie et l'Ukraine, elle renonce à toute indépendance dans les conflits ravivés au Proche-Orient. Qu'il pilonne la bande de Gaza contre le Hamas ou qu'il cible le Liban contre le Hezbollah, Israël bénéficie du soutien inconditionnel du Rassemblement national (RN).

Le parti présidé par Jordan Bardella n'a jamais nuancé son inébranlable appui à la politique de l'Etat hébreu au cours des douze derniers mois. Pas plus quand ses bombardements réduisaient en cendres Gaza, tuant plus de 40 000 personnes, selon le ministère de la santé de l'enclave, que quand des tirs blessaient cinq casques bleus dans le sud du Liban, entre les 10 et 12 octobre. La position des dirigeants du RN après les dégâts subis par la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) tranche avec la réprobation unanime des autres responsables politiques français, comme de plusieurs partenaires ou modèles étrangers de l'ex-Front national. « *Ce n'est pas acceptable et cela viole ce qui a été établi* » par les résolutions de l'ONU, a réagi la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni.

Dix jours après que la Finul a accusé les troupes israéliennes de tirer « *de façon répétée* » et « *délibérée* » sur ses positions, Jordan Bardella a consenti une timide réprobation. « *Aucun pays, aucune démocratie ne peut tolérer ce type d'agression délibérée* », a d'abord déploré le président du RN, lundi 21 octobre, devant le Parlement européen. Puis il a rapidement inscrit les faits dans le cadre d'« *un combat légitime visant à neutraliser le totalitarisme islamiste au Proche-Orient* », et renvoyé la fin du conflit à un hypothétique démantèlement du Hezbollah, posé par le RN en préalable à l'arrêt des combats.

Marine Le Pen, « bouclier » des juifs

Plus affiché que jamais, le soutien sans condition à Israël s'inscrit au cœur de l'entreprise de « dédiabolisation » menée depuis plus de dix ans par Marine Le Pen. Soucieuse de débarrasser le RN de son antisémitisme considéré comme le « dernier verrou » empêchant son accession au pouvoir, l'élue fait de l'appui à l'Etat hébreu un levier décisif de son opération séduction de la communauté juive française.

Trente ans après les saillies de son père, qualifiant les chambres à gaz de « *point de détail* » de l'histoire de la seconde guerre mondiale, Marine Le Pen se présente en « bouclier » des juifs de France, et même à la tête d'un parti « sioniste ». « *De Jean-Marie Le Pen à Marine Le Pen, la proximité affichée avec Israël n'a jamais varié d'objectif : se normaliser à l'extérieur [des frontières] pour mieux se normaliser à l'intérieur* », résume Nicolas Lebourg, chercheur au

Centre d'études politiques et sociales à l'université de Montpellier et spécialiste de l'extrême droite.

Si la magnanimité du RN à l'égard de l'Etat israélien n'est pas nouvelle, elle n'admet plus aucune limite. Même quand le territoire ciblé par l'armée israélienne compte parmi les pays amis du parti à la flamme. Dans l'entre-deux-tours de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen faisait du Liban – « *cher à [s] on cœur* », une « *priorité* » – le lieu idoine d'application de la « *tradition westphalienne des relations équilibrées entre Etats souverains* », promettant une France influente « *dans le concert des nations* », mais « *sans subir ni chercher à imposer d'hégémonie* » .

Vision civilisationnelle de la géopolitique

N'était-ce pas au Liban que Marine Le Pen avait, en février 2017, été pour la première fois reçue publiquement par un chef d'Etat étranger ? Elle y avait alors honoré le « *lien indissoluble du sang versé ensemble* », héritière d'un parti dont plusieurs anciens cadres ont participé, parfois armés, à la guerre civile (1975-1990) aux côtés des chrétiens. Ces responsables ont, pour la plupart, quitté la lumière. Et ceux qui disposent toujours de relais au pays du Cèdre refusent de critiquer la « *ligne tracée par Marine* ».

« *La situation n'est plus la même qu'il y a vingt ans* , justifie Jean-Lin Lacapelle, porte-parole du RN ayant effectué son service militaire dans les rangs de la Finul. *La France a connu, depuis, les attentats contre Charlie Hebdo et ceux du Bataclan, les atteintes à la laïcité. Notre adversaire politique est l'islamisme. C'est lui qui assassine nos enfants et veut détruire notre civilisation occidentale et judéo-chrétienne.* »

Marine Le Pen a beau refuser de faire sienne la théorie du « choc des civilisations », trop identitaire à ses yeux et peu conforme à sa défense présumée de l'indépendance gaullienne, son soutien absolu à Israël repose aussi sur sa vision civilisationnelle de la géopolitique. Un prisme plaçant l'Etat hébreu à l'avant-poste d'un combat mené par l'Occident pour éviter sa disparition. « *Israël lutte pour sa survie et contre l'islamisme, une lutte utile* , présente-t-elle. *Au Liban, il reste là, concentrées, des organisations terroristes dangereuses dont la solution pacifique n'a pas entraîné l'affaiblissement mais le renforcement humain, économique et matériel.* »

Dans la lutte contre l'antisémitisme dont il se prévaut en France comme dans sa défense d'Israël au Proche-Orient, le RN ne se justifie plus que par la bataille qu'il entend mener contre un même ennemi musulman. Le parti reste en cela fidèle à ses lointains fondateurs. Avant de faire étalage de son antisémitisme, Jean-Marie Le Pen, ancien lieutenant en Algérie, avait, comme d'autres nostalgiques de la guerre d'Algérie, érigé Israël en allié de circonstance contre le monde arabe. En matière de relations internationales, le RN reste plus fidèle à certains fondamentaux qu'à ses amis.

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)